

Le délitement du projet de Netanyahou pour le Moyen-Orient

ALASTAIR CROOKE | 05.11.2018

<https://www.strategic-culture.org/news/2018/11/05/unraveling-netanyahu-project-for-middle-east.html>

Traduction de Jocelyne Le Boulicaut pour AID

Nahum Barnea, un commentateur israélien de premier plan, a écrit en Mai dernier dans Yedioth Ahronoth (en hébreu), exposant sans ambiguïté, le " deal " derrière la politique de Trump au Moyen-Orient : dans le sillage de la sortie américaine du JCPOA [qui s'est produite le 8 mai] [Joint Comprehensive Plan Of Action, accord de Vienne sur le nucléaire iranien, NdT] Barnea écrit que "Trump menacera Téhéran d'une pluie de " feu et de fureur " ... tandis que Poutine devrait empêcher l'Iran d'attaquer Israël occupant le territoire syrien, laissant ainsi Netanyahou libre de définir les nouvelles " règles du jeu " selon lesquelles Israël peut, quand il le souhaite, attaquer et détruire les forces iraniennes partout en Syrie (et pas seulement dans la zone frontalière comme précédemment accepté) , sans crainte de représailles.

Cela représentait un premier niveau de la stratégie de Netanyahou : l'entrave de l'Iran, ajouté à l'accord de la Russie aux frappes aériennes coordonnées d'Israël au-dessus de la Syrie. "Il n'y a qu'une seule chose qui n'est pas claire [concernant cet accord] ", a dit à Ben Caspit le haut responsable de la défense israélienne le plus proche de Netanyahou, " c'est : qui travaille pour qui ? Est-ce que Netanyahu travaille pour Trump, ou est-ce que le Président Trump est au service de Netanyahu... Vu de l'extérieur, on dirait que les deux hommes sont parfaitement en accord. De l'intérieur, cela semble encore plus vrai : Ce genre de coopération... donne parfois l'impression qu'il ne s'agit que d'une seule et même grande administration".

Depuis le début il y a également un second niveau: Toute cette " pyramide inversée " de la logistique au Moyen-Orient avait pour point de départ unique, Mohammed ben Salmane (MbS). C'est Jared Kushner, rapporte le Washington Post, qui " s'est fait le champion de Mohammed en tant que réformateur prêt à faire entrer la monarchie pétrolière ultra-conservatrice dans la modernité. L'année dernière Kushner a soutenu en privé pendant des mois,, que Mohammed serait la clé de l'élaboration d'un plan de paix au Moyen-Orient, et qu'avec la bénédiction du prince, une grande partie du monde arabe suivrait". C'est Kushner, poursuit le Post, "qui a poussé son beau-père à faire son premier voyage à l'étranger en tant que président à Riyad, en dépit des objections du secrétaire d'État de l'époque, Rex Tillerson, et les avertissements du ministre de la défense Jim Mattis".

Maintenant que MbS est, d'une manière ou d'une autre, impliqué dans le meurtre de Khashoggi. Bruce Riedel de Brookings [think tank américain, NdT], observateur de longue date de l'Arabie saoudite et ancien haut responsable de la CIA et de la défense des États-Unis, note que " pour la première fois en 50 ans, le royaume est devenu une force d'instabilité " (plutôt que de stabilité dans la région), et suggère qu'il y a dans certains coins de Washington un sentiment évident de " regret de l'acheteur " .

Le " processus transparent " auquel le représentant israélien a fait référence avec Caspit, est connu sous le nom de " stovepiping " ["tuyau de poêle", NdT], et désigne le fait que le plaidoyer et les renseignements politiques d'un État étranger sont transmis directement à l'oreille d'un président - excluant de la boucle les services de Washington , contournant toute supervision américaine et retirant aux fonctionnaires la possibilité de donner leur avis sur son contenu. Eh bien, voilà ce qui a abouti à l'erreur stratégique de Khashoggi. Et cela, bien sûr, se passe dans une suite d'"erreurs" stratégiques antérieures : la guerre au Yémen, le siège du Qatar, l'enlèvement de Hariri, les rackets princiers du Ritz-Carlton.

MbS reste Prince héritier - pour l'instant -. Le président Sissi et le premier ministre Netanyahou ont tous deux exprimé leur soutien à MbS et selon le Washington Post, "alors que les autorités américaines envisagent une réponse plus ferme [à l'assassinat de Khashoggi], Kushner a souligné l'importance de l'alliance Etats-Unis-Arabie saoudite dans la région". L'oncle de MbS (qui, en tant que fils du roi Abdel Aziz, en vertu du système traditionnel de succession, serait lui-même en lice pour le trône), espère sans doute tenter de réparer une partie du tort causé à la réputation de la famille al-Saoud et à celle du Royaume. Va-t-il réussir ? Pour y parvenir, MbS va-t-il maintenant en premier lieu accepter qu'Ahmed désenchevêtre la centralisation des pouvoirs qui lui a créé tant d'ennemis ? La famille al-Saoud en a-t-elle la volonté ou est-elle trop déconcertée par les événements ?

Et le président Erdogan pourrait se servir d'autres clés dans ce processus délicat en divulguant de nouvelles preuves dont dispose la Turquie, si Washington ne répond pas suffisamment à ses exigences. Erdogan semble prêt à se battre

pour le retour d'un leadership Ottoman dans le monde sunnite, et il a probablement encore quelques cartes de grande valeur dans sa manche (telles que les écoutes d'appels téléphoniques entre la cellule criminelle et Riyadh). Ces cartes perdent toutefois de leur valeur à mesure que l'intérêt des médias se déplace vers les élections de mi-mandat aux États-Unis.

Le temps le dira, mais c'est à ce noeud de dynamiques incertaines que Bruce Reidel fait référence lorsqu'il parle d'"instabilité" en Arabie saoudite. La question posée ici, cependant, est de savoir comment ces événements pourraient affecter la "guerre" de Netanyahu et MbS contre l'Iran ?

Mai 2018 semble bien loin de nous. Trump est toujours le même "Trump", mais Poutine n'est pas le même Poutine. L'Establishment de la Défense Russe est entré dans le jeu aux côtés de son président pour exprimer son mécontentement face aux frappes aériennes israéliennes contre la Syrie, qui étaient supposées viser les forces iraniennes en Syrie. Le Ministère Russe de la Défense a également englobé la Syrie dans une ceinture de missiles et de systèmes de désactivation électronique à travers l'espace aérien syrien. Sur le plan politique, la situation a également changé : L'Allemagne et la France ont rejoint le processus d'Astana pour la Syrie [ensemble de rencontres multipartites entre différents acteurs de la guerre civile en Syrie, NdT]. L'Europe veut que les réfugiés syriens retournent chez eux, et cela se traduit par une exigence Européenne de stabilité en Syrie. Certains États du Golfe ont aussi provisoirement commencé à normaliser leur relation avec l'État syrien.

Les Américains sont toujours en Syrie, mais un Erdogan nouvellement revigoré (après la libération du pasteur américain, et avec dans sa poche toutes les cartes Khashoggi, produites par les services secrets turcs), a l'intention d'écraser le projet kurde au nord et à l'est de la Syrie, soutenu par Israël et les États-Unis. MbS, qui, au nom des États-Unis et d'Israël, finançait ce projet va cesser son implication (dans le cadre des exigences d'Erdogan suite au meurtre de Khashoggi). Washington aussi veut que la guerre au Yémen, qui devait servir de "bourbier" à l'Iran, prenne fin immédiatement. Et Washington veut aussi que la perte d'influence du Qatar cesse.

Il s'agit là du délitement majeur du projet Netanyahu pour le Moyen-Orient, mais ce sont deux échecs qui sont le plus marquant : d'une part la perte du "tuyau de poêle" entre Netanyahu, MbS et Trump, via Jared Kushner, qui devait contourner le système américain d'équilibre des pouvoirs. Le "tuyau de poêle" de Kushner n'avait pas averti Washington des "erreurs" à venir, pas plus que Kushner n'a été en mesure de les empêcher. Le Congrès et les services de renseignement des États-Unis et du Royaume-Uni sont déjà au coude à coude dans ces affaires. . . Ce ne sont pas des fans de MbS. Il n'est un secret pour personne que leur homme était le prince Mohamed ben Naif (ou il est toujours en état d'arrestation au palais').

Trump espère toujours poursuivre son "projet Iran" et son "Accord du siècle" entre Israël et les Palestiniens (conduit théoriquement par l'Arabie saoudite et rassemblant le monde sunnite). Trump ne cherche pas la guerre avec l'Iran, mais est plutôt convaincu qu'un soulèvement populaire en Iran renversera l'État.

Le deuxième échec du projet Netanyahu est que l'objectif clair du prince Ahmed doit être autre -soit instabilité en Iran soit conflit avec l'Iran. Sa mission est de rétablir la position de la famille et de récupérer une partie de sa crédibilité et de son leadership dans le monde sunnite, alors que celui-ci a été déchiré par la guerre au Yémen - et qui affronte maintenant très directement le défi néo-ottoman de la Turquie. On peut supposer que la famille al-Saoud n'aura pas envie de remplacer une guerre désastreuse et coûteuse (au Yémen) par une autre - un conflit encore plus grave - avec son puissant voisin, l'Iran. Ça n'a plus de sens maintenant. C'est peut-être la raison pour laquelle nous voyons des signes qu'Israël s'empresse d'accélérer la normalisation de ses relations avec les États arabes - même en l'absence de toute amélioration pour les Palestiniens.

Nehum Barnea l'a souligné dans son article de mai dans Yediot Aharonot : "Trump aurait pu déclarer un retrait américain [du JCPOA], et s'en accommoder. Mais sous l'influence de Netanyahu et de sa nouvelle équipe, il a choisi d'aller plus loin. Les sanctions économiques contre l'Iran seront beaucoup plus sévères qu'elles ne l'étaient avant la signature de l'accord nucléaire. "Frappez au portefeuille", conseilla Netanyahu à Trump : « Si vous frappez au portefeuille, ils étoufferont ; et quand ils étoufferont, ils chasseront les ayatollahs »

Il s'agit là d'un autre conseil "étouffé" transmis directement au président des États-Unis. Ses fonctionnaires l'ont peut-être averti qu'il s'agissait d'un fantasme. Il n'y a pas d'exemple où les sanctions à elles seules ont renversé un État ; et tandis que les États-Unis peuvent se réclamer de leur revendication d'hégémonie judiciaire comme mécanisme de mise en oeuvre, les États-Unis se sont en fait isolés en sanctionnant l'Iran : L'Europe ne veut plus d'insécurité. Elle ne veut plus de ces réfugiés qui se dirigent vers l'Europe. Est-ce la fermeté de Trump qui a amené Jong-un à la table ? Ou, peut-être au contraire, Jong-un n'a-t-il vu dans une rencontre avec Trump que le simple prix à payer pour faire avancer la réunification de la Corée ? A-t-on averti Trump que l'Iran souffrirait économiquement, mais qu'il persévérerait malgré tout, malgré les sanctions ? Non, eh bien, c'est le problème inhérent quand on se borne à écouter les "tuyaux de poêle".